

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

ensuite j'avance à grands pas. Pour le moment, les grands pas, c'est le dollar qui les fait, sauf qu'il les fait à reculons. S'il est à la basse ces jours-ci, cela s'explique par le fait que les programmes du gouvernement se multiplient. Les taux d'intérêt ont augmenté et on m'indique que je dois me taire.

Pour terminer, je soutiens qu'il faudrait changer de gouvernement pour corriger la situation. Si le gouverneur de la Banque du Canada souhaite jouer au golf, car les taux d'intérêt vont augmenter pour protéger le dollar et permettre à notre devise de trouver son juste niveau, alors nous devrions lui donner son congé ainsi qu'au gouvernement. Qu'on les envoie tous paître!

**Le président suppléant (M. Herbert):** A l'ordre, s'il vous plaît. Le temps imparti au député est écoulé.

**M. Brian Tobin (Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe):** Monsieur le Président, nous nous sommes bien amusés, en effet, pendant les dix minutes et quelque trente ou quarante-cinq secondes que son discours a duré. Mais pour ce qui est de nous informer, le député aurait pu nous épargner ses paroles oiseuses et se contenter de hoqueter.

● (1650)

Nous avons entendu un tas de propos sectaires sur ce projet de loi et sur le budget qui a été présenté. Les conservateurs en face ont comparé le déficit d'aujourd'hui à la situation qui prévalait en 1968. Ils citent hors contexte les données concernant le gouvernement fédéral, alors qu'ils devraient les comparer au déficit des provinces et des municipalités de même qu'à la situation qui règne dans d'autres pays. S'ils faisaient des comparaisons au lieu d'isoler les chiffres de la réalité, ils verraient que le gouvernement fédéral se porte très bien, effectivement, par rapport à certains pays occidentaux et aux gouvernements provinciaux.

Je trouve les députés d'en face quelque peu présomptueux de préconiser une compression radicale du déficit, sans nous dire quels programmes devraient être réduits parmi ceux qu'ils ont mentionnés.

**M. Nowlan:** Votre traitement!

**M. Tobin:** Dieu nous préserve de ce gouvernement. Les conservateurs ont une attitude bien prétentieuse. Je comptais entrer dans les détails d'ordre technique et expliquer le projet de loi à l'étude, mais voyant que les députés d'en face n'ont aucun argument raisonnable, logique, et sérieux à avancer, je trouve que c'est inutile.

Je signale aux députés d'en face qu'en voyant certains gouvernements conservateurs à l'action—des gouvernements provinciaux—je frissonne à l'idée que leur équipe puisse former un jour le gouvernement du Canada.

**M. Nowlan:** Donnez-nous une chance!

**M. Tobin:** En Colombie-Britannique, le cruel Bill Bennett et ses serviteurs essaient d'équilibrer le budget sur le dos des personnes qui ont le moins les moyens d'écoper. Le malheur, c'est que ce gouvernement n'arrive même pas à ses fins. Il s'en prend aux citoyens les moins aptes à se défendre et il leur met le couteau sur la gorge.

Nous pouvons voir la belle doctrine conservatrice à l'œuvre à Terre-Neuve, en la personne du premier ministre Brian Peckford. Il a annoncé à ses fonctionnaires qu'ils ne recevraient pas de tout d'augmentation pendant les deux prochaines années,

alors qu'ils ont reçu 4 p. 100, 3 p. 100, 3 p. 100 et 2 p. 100 d'augmentation cette année et les années précédentes. Son gouvernement n'accorde aucune augmentation. Le premier ministre annonce à ses fonctionnaires que s'ils ont la moindre envie d'avoir recours à la négociation collective à Terre-Neuve, non seulement ils n'auront pas d'augmentation, mais ils risquent de perdre leur emploi.

Ce n'est que dans l'Italie de Benito et dans l'Allemagne de l'autre type que l'on a traité de façon aussi dictatoriale—que l'on a foulé aux pieds de la sorte—les droits fondamentaux des citoyens. Nous songeons à la panique générale que provoqueraient les députés d'en face, qui prétendent être les disciples de Ronnie, les apôtres de Margaret. Que se passe-t-il aux États-Unis? On a élu un président qui a promis d'équilibrer le budget en quatre ans, et qui offre maintenant à son pays, à ce bastion de la libre entreprise et du capitalisme, le déficit le plus important qu'un pays ait jamais accumulé. C'est de loin le déficit le plus élevé, monsieur le Président. Aucun pays n'a un déficit approchant. Dire que nous avons les apôtres de Ronnie en face de nous!

En Grande-Bretagne, Margaret Thatcher a été élue à une période où régnait la fièvre de la guerre—de la guerre, monsieur le Président, pas des mesures économiques. Où se retrouve-t-elle maintenant dans les sondages d'opinion, à peine quelques mois plus tard? Où en est sa popularité maintenant que des milliers de gens sont dans la rue là-bas? Elle occupe, dans les sondages d'opinion, le rang qu'elle mérite en ce qui concerne la politique économique, soit le plus bas.

Il n'y a rien d'inusité à établir une réserve pour éventualités. On en a eu long à dire sur cette réserve de 4 milliards. Le gouvernement est sage de se ménager une pareille réserve. Depuis toujours, les projets de loi portant pouvoir d'emprunt prévoient une réserve pour éventualités, de façon que le gouvernement dispose de l'argent voulu au fur et à mesure de ses besoins. De plus, avant de pouvoir dépenser ces fonds, le gouvernement doit obtenir la permission du Parlement, des représentants du peuple. Et, si cet argent n'est pas dépensé dans l'année, les crédits sont automatiquement annulés. Il est complètement absurde de parler d'assiette au beurre électorale ou de qualifier de manœuvre sournoise une façon de procéder que bien des pays du monde trouvent tout à fait acceptable.

La perspective que les gens d'en face prennent un jour le pouvoir m'effraie, lorsque j'examine les déclarations des cinq principaux candidats à la direction du parti conservateur. Qu'en est-il? Le député de Central Nova (M. Mulroney) a impudemment semoncé le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) sur la question de l'universalité. Selon les notes que j'ai prises lors de cette campagne d'investiture, c'est lui-même qui a proposé une évaluation des ressources, qui a soutenu que la notion d'universalité n'était pas sacro-sainte et qu'il y avait lieu de la réviser. Le député de Saint-Jean-Ouest a proposé la même chose, de même que le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson). Le seul candidat à conseiller la prudence fut le très honorable député de Yellowhead (M. Clark), l'ex-chef du parti conservateur qui est maintenant aussi loyal envers le député de Central Nova que ce dernier l'a été envers lui lorsqu'il lui a serré la main à Montréal avant l'épreuve du congrès conservateur dans l'ouest du Canada.